

Un projet d'école autoritaire et inégalitaire

Mobilisation générale !

LUNDI 1^{er} JUILLET • GRÈVE DU BREVET

14H00 GRAND' PLACE DE LILLE • **RASSEMBLEMENT** puis **MANIFESTATION**

16H30 BOURSE DU TRAVAIL DE LILLE • **ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

MERCREDI 3 JUILLET • RÉTENTION DES NOTES (grève)

10H30 DEVANT LE RECTORAT DE LILLE • **RASSEMBLEMENT** puis **ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

JEUDI 4 JUILLET • RÉTENTION DES NOTES (grève)

Pourquoi est-il urgent de se mobiliser ?

- **Un service public d'éducation organisé de façon à trier socialement les élèves**
Évaluation des élèves dès le plus jeune âge. Des options au lycée général ou technologique illisibles pour les familles, des enseignements affaiblis et désorganisés, et un choix d'options dépendant des moyens du lycée, *parcoursup* qui limite à quelques élu-es les entrées dans le supérieur et notamment dans les filières prisées, des programmes d'une exigence de façade destinée à dégoûter les élèves, la mise en place de « lycées internationaux » réservés à une élite.
- **Une École transformée en rouage de l'insertion professionnelle**
Fin d'une orientation au service des aspirations des élèves en fonction de leurs capacités mais organisé au profit du marché du travail local. CIO fermés et orientation confiée aux régions. L'enseignement professionnel déconstruit, avec moins d'heures d'enseignements généraux, au profit de l'apprentissage. Des référent-es « entreprise » dans tous les établissements.
- **Une idéologie conservatrice dans l'ornière du « mérite individuel »**
Des programmes aux relents réactionnaires, les familles populaires dans le collimateur, l'échec considéré comme « individuel » dans un contexte scolaire ultra-concurrentiel, une logique de « parcours » renforçant l'individualisation, l'utilisation des « neuro-sciences » pour attribuer l'échec scolaire à l'élève seul-e, en oblitérant le déterminisme social.
- **Une baisse drastique des moyens, notamment d'enseignement**
Effectifs très lourds des classes. Horaires-planchers. Multiplication des compléments de service. Nombre insuffisant de postes d'enseignement et manque de groupes. Réduction drastique des moyens de la SEGPA. L'inclusion comme prétexte pour ne pas donner les moyens nécessaires aux élèves fragiles. Une vie scolaire sous pression. Des personnels administratifs en nombre insuffisant.
- **Renforcement de la précarité**
Extension du recours aux contrats précaires en tous genres. Baisse des places ouvertes aux concours. Baisse du nombre de titulaires remplaçant-es,. Recours à la sous-traitance pour l'entretien des établissements. Fin programmée des postes pour les collègues ouvrier-es d'entretien et de nettoyage. Des AESH aux emplois mal définis et mal rémunérés. Mise en place des Pôles inclusifs d'accompagnement localisés (PIAL). Expérimentation de l'annualisation des services.
- **Productivisme forcené**
Multiplication des réunions. Surcroît déraisonnable des tâches pour les personnels,. Missions d'orientation confiées au professeur-es principales/aux. Double évaluation. Multiplication des dossiers en tous genres. Journée de carence, pentecôte travaillée et double journée de pré-rentrée. Seconde heure supplémentaire imposée aux enseignant-es. Formation pendant les vacances, grignotage des congés.
- **Un renforcement de la hiérarchie qui confine à la caporalisation**
Bride lâchée sur les cous des chef-fes qui exigent toujours davantage des personnels. Intimidations. Fin du paritarisme et des dernières garanties de contrôle de l'arbitraire par les personnels. Multiplication des injonctions pédagogiques et professionnelles. Création de futurs échelons hiérarchiques intermédiaires avec toutes sortes de « référent-es ».Généralisation d'une langue de bois officielle inhibant la réflexion. Direction des Instituts de formation des enseignant-es directement nommée par le ministère. Exigence d'« exemplarité ».